

GRECE : un « toujours plus d'austérité » suicidaire pour le peuple !

Nous constatons que les plans d'austérité imposés à la Grèce conduisent à une situation sociale dramatique et suicidaire pour le peuple.

Cette course folle vers un « toujours plus » d'austérité ne peut qu'exacerber une dynamique de récession économique et sociale, dans un contexte déjà fortement dégradé : SMIC baissé à 480€ nets, crise du logement sans précédent, retour de la faim dans les écoles et les familles ! **Cette situation est intolérable !**

Plus de réforme, plus d'économies, plus de rigueur. Surtout plus de rigueur. Ainsi peut-on résumer le message envoyé à la Grèce par l'Union Européenne et le FMI. Pour se voir débloquer la prochaine tranche de financement de la troïka qui reviendra dans les poches des banques, le gouvernement grec est sommé de faire une énième coupe sombre dans son budget de fonctionnement" (en privatisant ou réduisant les droits sociaux), de faire adopter sans discussion un nouveau plan de rigueur (vive la démocratie !) et de prendre des engagements sur la mise en œuvre des réformes quels que soient les résultats aux prochaines élections...

C'est l'avenir d'un peuple et d'une nation qu'on condamne au sous développement !!!

Face à ces attaques sans précédent sur ses droits les plus élémentaires, la population grecque ne se laisse pas faire. Après plus de dix grèves générales ces deux dernières années qui n'ont pas permis d'infléchir la troïka et la bourgeoisie, des entreprises fermées par les patrons sont occupées. Dernièrement c'est l'hôpital de Kilkis qui a été remis en activité sous contrôle des salariés. Depuis mercredi 15, les 800 salariés du grand quotidien grec *Eleftherotypia* (Liberté de la presse) viennent de relancer une parution autogérée du journal : la population dispose de sa presse !

Parallèlement c'est l'écrasante majorité de la population qui rejoint les mobilisations. Plus de 500.000 grecs ont ainsi défilé ou tenté de défiler à Athènes Dimanche 12 février. Les blocages policiers organisés par le gouvernement pour empêcher les manifestants de rejoindre le défilé ont finalement abouti à une répression barbare... C'est dans ce contexte que le syndicat majoritaire de la police a annoncé qu'il refuserait de continuer à réprimer les manifestations. Il est maintenant clair que l'Etat grec et l'U.E. ont décidé de faire table rase des institutions démocratiques et des droits sociaux en Grèce. **Dans ce contexte le combat du peuple Grec est notre combat !**

**Le peuple grec refuse de se soumettre et de payer cette dette qui n'est pas la leur !
Il en est de même en Espagne, en Italie, en Roumanie, au Portugal, en Belgique, en GB et en France !!!**

La Grèce serait-elle le laboratoire néo-libéral de l'Europe ?

L'Union Européenne, le FMI et la banque centrale seraient-ils en train de mesurer la capacité de résistance des peuples ?

Allons-nous les laisser faire ?

Aujourd'hui la GRECE, demain.....

Premiers signataires de l'appel au Havre : Ligue des Droits de l'Homme, Attac, CGT, Solidaires, FSU, CFDT, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Nouveau Parti Anticapitaliste, Europe Ecologie Les Verts, Jeunesse Communiste

**RASSEMBLEMENT LUNDI 20 FEVRIER A 18 HEURES
CONSULAT DE GRECE (28, rue Gal de Gaulle à STE ADRESSE)**